

**Chapitre 2 = pouvoirs et
gouvernance des territoires en
France**

CATHERINE DUY

BIDACT
GÉOGRAPHIE

Aménager les territoires

De la loi au contrat



Philippe SUBRA



GÉOPOLITIQUE LOCALE

Territoires, acteurs, conflits



ARMAND COLIN

- Comment le pouvoir politique a-t-il construit et organisé le territoire français ?
- Quels sont les pouvoirs qui s'exercent aux différentes échelles territoriales ?
- Comment ces pouvoirs se sont-ils complexifiés en transformant la gouvernance des territoires ?

I) Comment le pouvoir politique a-t-il construit le territoire français ?

- **Croquis de synthèse = « territoires et pouvoirs politiques en France »**

A) La constitution du territoire national sous l'Ancien régime

1) Une construction lente et progressive

- **Comment la France est-elle devenue un Etat - nation centralisé ?**

La France en 1180

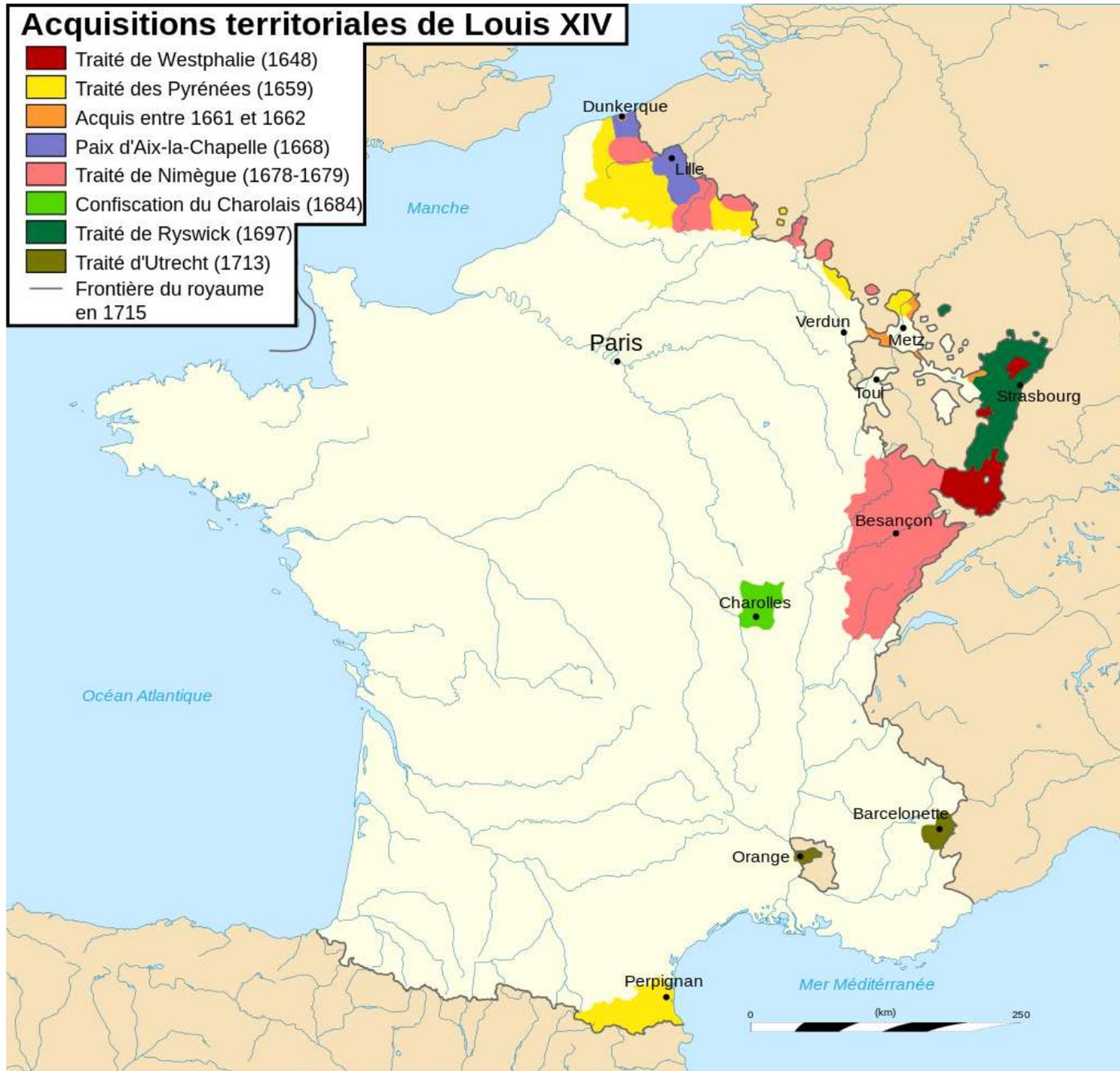


La France en 1477



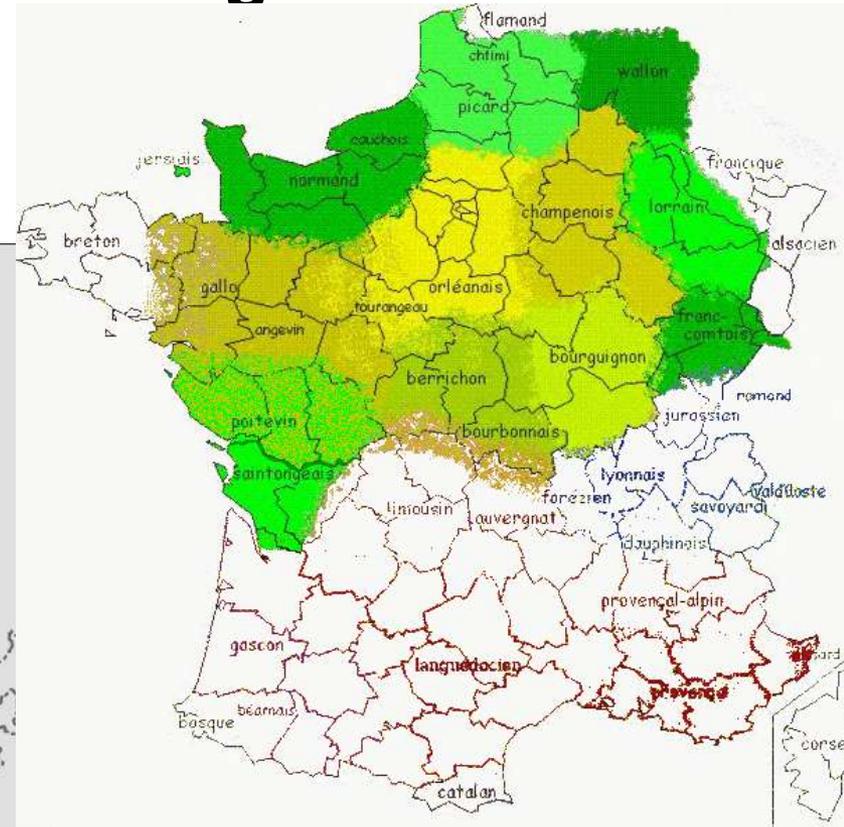
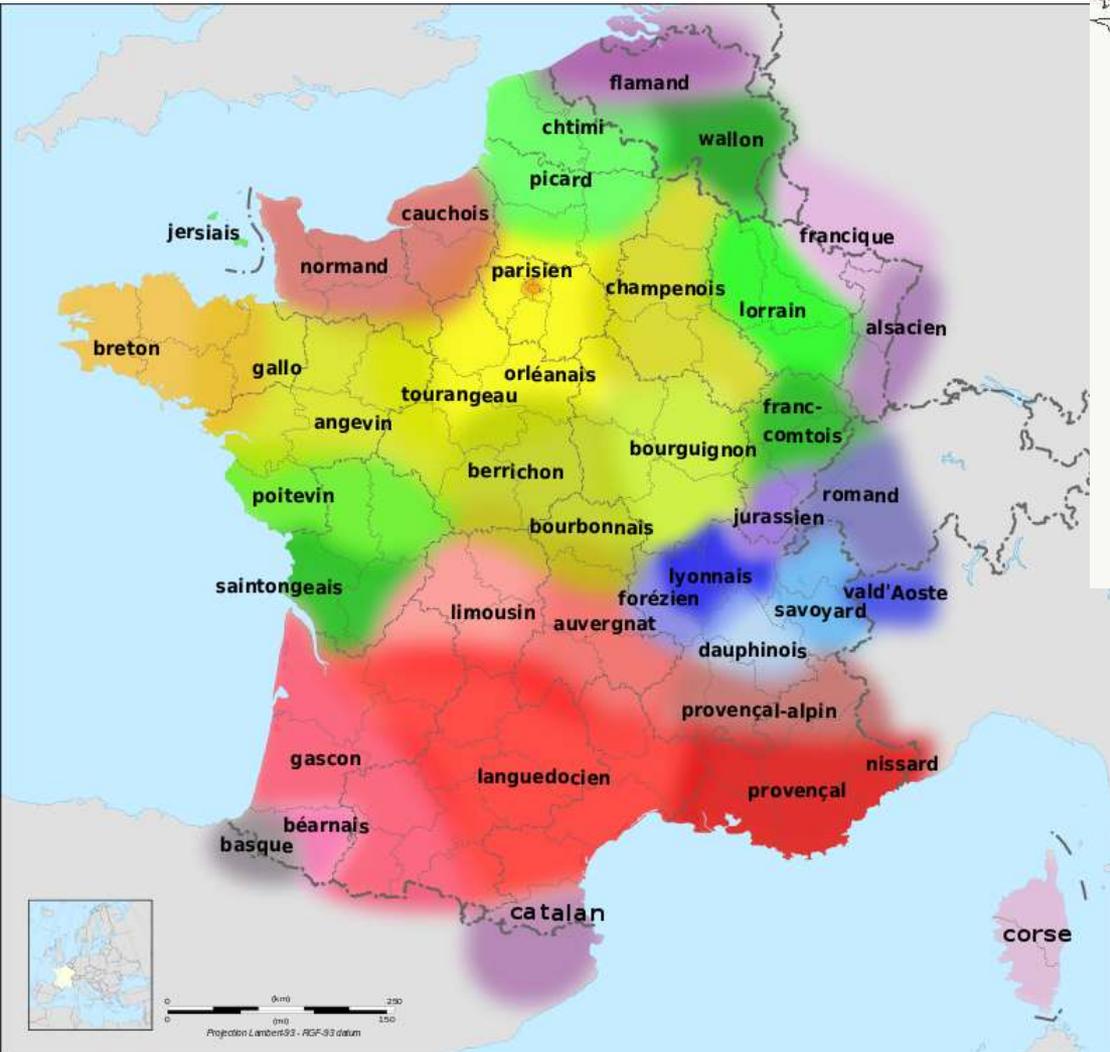
Acquisitions territoriales de Louis XIV

- Traité de Westphalie (1648)
- Traité des Pyrénées (1659)
- Acquis entre 1661 et 1662
- Paix d'Aix-la-Chapelle (1668)
- Traité de Nimègue (1678-1679)
- Confiscation du Charolais (1684)
- Traité de Ryswick (1697)
- Traité d'Utrecht (1713)
- Frontière du royaume en 1715



2) Un royaume hétérogène

Par la langue



Langue d'Oïl

Par la superposition de différents maillages qui ne coïncident pas

- Les 33 généralités =
- territoires de perception de l'impôt

LES ÉVÊCHÉS DE FRANCE AVANT LA RÉVOLUTION



136 diocèses

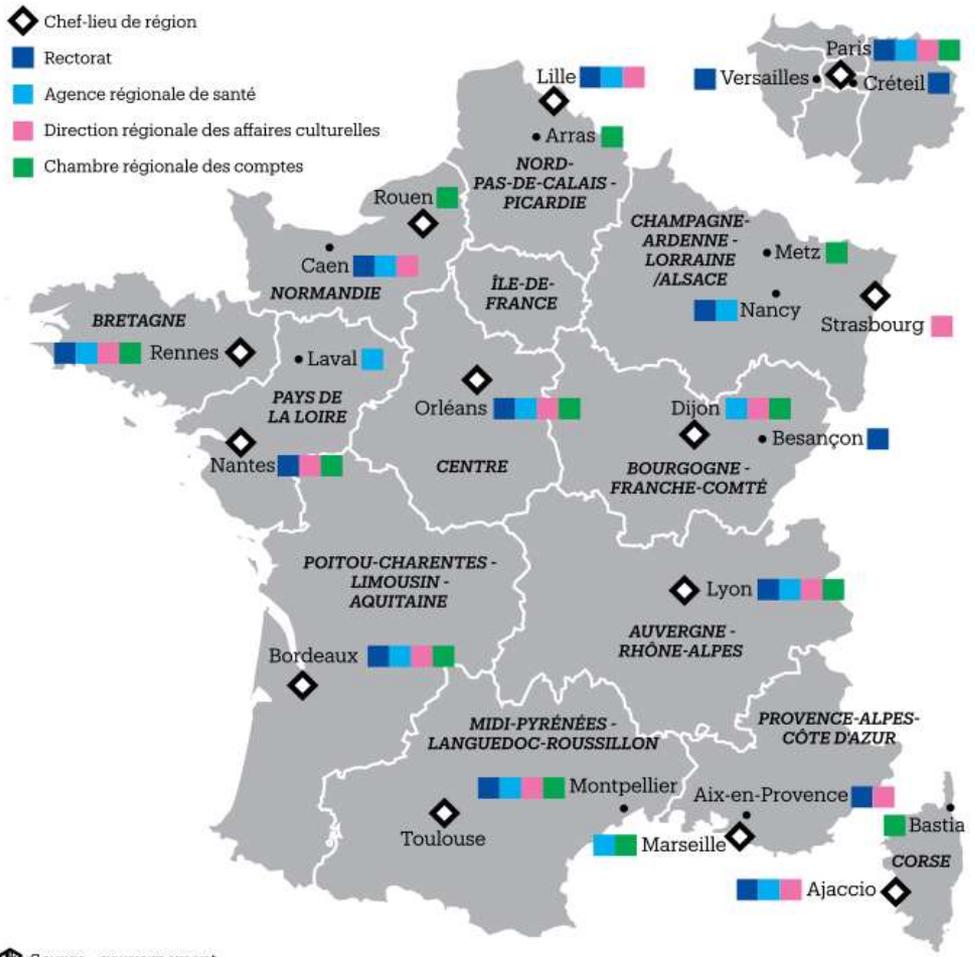


Pays d'état

Pays d'élection

ARTOIS Gouvernements militaires

- Bilan du cours précédent
- Notions à retravailler =
- Acteurs / logique d'acteurs / système d'acteurs
- jacobins / Girondins / Etat Nation



Source : gouvernement

Les chefs-lieux des nouvelles régions françaises



3) quels outils d'unification ?

La langue = le « Français »

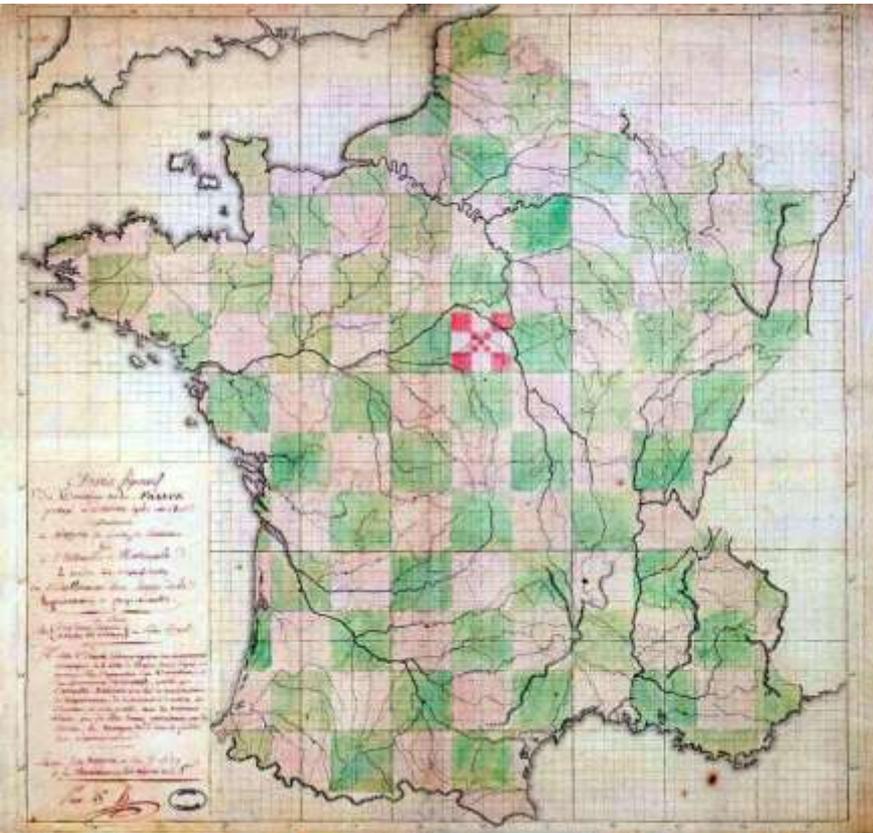
« intendant de justice, police et finances »

Unification religieuse

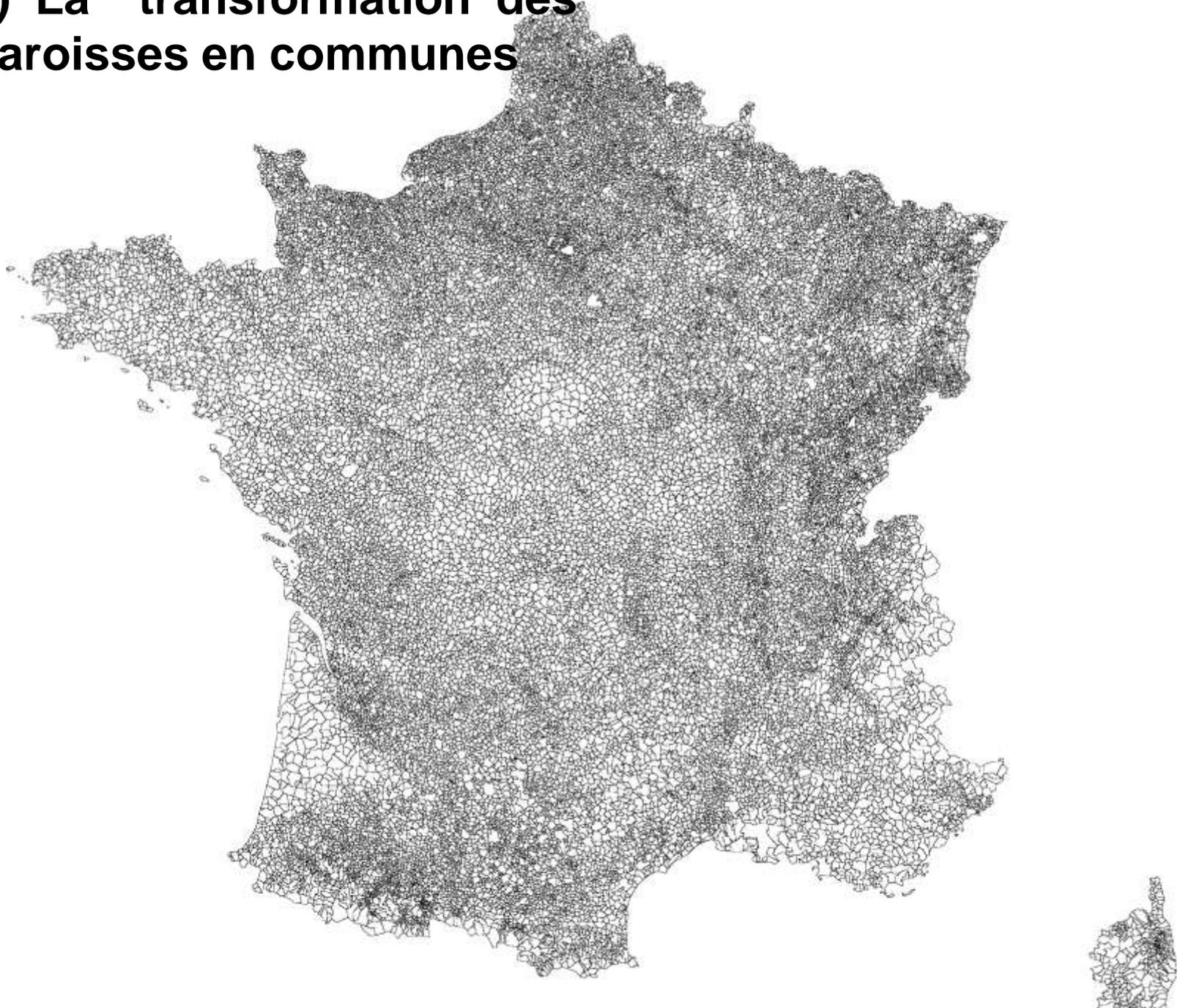
B) La révolution française = une rupture territoriale

1) La création des départements

« fondre l'esprit local et particulier en un esprit national let public »



2) La transformation des paroisses en communes



b)

C) Nation et centralisation

1) L'unification du territoire

Uniformisation par la langue française :

La construction d'une nation politique

«Il y a des jours comme ça où on aime la France, où on a envie de chanter *La Marseillaise* (...). C'était un carnage et c'est mon jour de baptême, je deviens solennellement français, c'est dit. Je promets devant le fronton des mairies d'aimer la France pour le pire et le meilleur de la protéger, de la chérir (...). Il y a des jours où même noir ou même musulman on veut bien que nos ancêtres soient gaulois.





diwan
école ouverte
 du 25 au 29 mai
 de 10h00 à 19h00
skol digor
 adalek ar 25 betek an 29 a viz Mae
 etre 10e ha 7e noz

L'équipe enseignante et les parents seront heureux de vous rencontrer
Diwan à Lorient
 1 rue Ferdinand Buisson - 02 97 87 83 85

Les langues régionales en France

Langues à «forte vitalité»
(enseignement bilingue comme option)

- Alsacien - Francique-Mosellan
- Basque
- Breton
- Occitan (langues d'Oc)
- Catalan
- Corse

Langues à «faible diffusion et grande dispersion»
(enseignement dans un nombre limité d'établissements)

- Flamand
- Franco-provençal

Langues à valeur patrimoniale

- Langues d'Oïl



Pratique de la langue

- XX XXX courante
- XX XXX occasionnelle
- XX XXX nombre d'élèves (rentrée 2012)

Source : Éducation nationale

Langues régionales : les grandes dates

1539
 Ordonnance de Villers-Cotterêts :
le français remplace le latin
et l'occitan dans tous les
actes juridiques.

20 juillet 1794
2 thermidor
an II
 Le français seule langue
de toute l'administration.

**1881 -
1882**
 Généralisation de l'enseignement
obligatoire, usage des « patois »
interdit et puni à l'école.

1982
 Écoles associatives bilingues
et lois sur la décentralisation
permettant aux pouvoirs
locaux de les
subventionner.

**11 janvier
1951**
 Loi Deixonne :
enseignement
facultatif de
certaines
langues
régionales.

**25 juin
1992**
 Article 2 de la Constitution :
« la langue de la République
est le français ».

**7 mai
1999**
 Signature de la Charte
européenne du 5 novembre 1992
par le gouvernement Jospin.

**15 juin
1999**
 Le Conseil constitutionnel
refuse la ratification
de la Charte contraire
à l'article 2 de
la Constitution.

Aujourd'hui
 Une loi discutée au Parlement
permettrait de contourner
l'article 2 de la Constitution et
de ratifier la Charte.



Mercredi 23 mars 2016

Communiqué de presse

L'Office Public de la Langue Occitane - Ofici Public de la Lengua Occitana : 1 M € d'aides en faveur de l'occitan et la création d'un prix

L'Office Public de la Langue Occitane, qui rassemble sous la forme d'un Groupement d'Intérêt Public la Région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes, la Région Languedoc Roussillon Midi-Pyrénées, et l'État, vient d'adopter lors de son assemblée générale du 22 mars, qui s'est tenue dans les locaux de l'Hôtel de Région à Toulouse, un premier soutien d'1 005 792 € aux actions dédiées à la transmission et à l'usage de l'occitan.

Il s'agit notamment d'un soutien au développement du bilinguisme à l'école (enseignement bilingue public avec Òc-bi, la production de matériel pédagogique par le Cap'òc-Canopé et les fédérations Calandreta), au Congrès Permanent de la Langue Occitane (entité en charge de la régulation de l'occitan), au réseau de l'Institut d'Études Occitanes, aux Centres de Formation Professionnelle Occitans de Toulouse et d'Orthez et aux médias, dont la télévision par Internet Òc-tele et la société de doublage Conta'm.

Un prix sur l'innovation linguistique

Par ailleurs, afin de favoriser les initiatives collectives ou individuelles, l'Office Public de la Langue Occitane lance le prix « Jan-Moreu » sur l'innovation en matière de politique linguistique.

Ce prix, doté d'une récompense pouvant aller jusqu'à 5 000 €, est ouvert aux personnes morales

Ecole : langues étrangères à surveiller

Un rapport confidentiel remet en cause l'enseignement des langues et cultures d'origine dispensé en primaire. Certains cours s'apparenteraient à des "catéchismes islamiques".

L'école française doit reprendre en main l'enseignement des langues étrangères! C'est la conclusion sans appel de la dernière étude du [Haut Conseil à l'intégration \(HCI\)](#). Le document de 17 pages que le *JDD* a pu consulter a été remis aux services du Premier ministre au deuxième semestre 2013. Il vient compléter les travaux du groupe de travail sur "Les défis de l'intégration à l'école". L'étude, restée totalement confidentielle, s'intéresse à un dispositif ancien, celui des enseignements de langue et culture d'origine (Elco). Il concerne 92.500 élèves dont 87.000 dans le primaire, selon les derniers chiffres du ministère de l'Éducation nationale. Une population scolaire en progression de 16 % au cours des cinq dernières années, selon l'enquête du HCI, notamment en arabe (57.145) et turc (16.555).

Lire notre interview : "Il faut sans doute réformer ce système"

Ces cours de langue et de culture étrangères sont dispensés aux enfants dont l'un des deux parents au moins est né dans le pays d'origine. Dans la grande majorité des cas, cet apprentissage s'effectue en dehors du temps scolaire mais à l'intérieur de l'école et sous son contrôle. Il est confié à des ressortissants étrangers placés sous l'autorité de l'académie mais payés et formés par leurs ambassades.

"Les Elco peuvent conduire au communautarisme"

"Susceptibles de renforcer les références communautaires, les Elco peuvent conduire au communautarisme. Certains interlocuteurs craignent même que les Elco deviennent des 'catéchismes islamiques'", écrivent les rapporteurs. Les auteurs se sont en effet étonnés du contenu du guide de l'enseignant édité en 2010 par le ministère de l'Éducation turc et en usage auprès de certains enseignants de langue et culture d'origine. "Ainsi le chapitre V de cet ouvrage intitulé "Foi, islam et morale" insiste sur l'importance de croire en Allah, un des principes de la foi, et sur la nécessaire acquisition par les élèves d'une bonne connaissance de la vie du prophète Mahomet dont l'importance doit être mise en valeur." Assez loin de la laïcité, française ou turque.

Dans les années 1970, lorsqu'ils ont été créés sous l'impulsion de Lionel Stoléro, les Elco avaient un objectif précis : maintenir chez les enfants des travailleurs migrants un niveau de langue et culture du

Le Sénat rejette la Charte des langues régionales : pourquoi la ratification continue encore et toujours ?

Le Sénat a rejeté mardi le projet de loi constitutionnelle de ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires. Ce vote intervient à quelques semaines des élections régionales, qui auront lieu les 6 et 13 décembre.





Menu



En direct

Présidentielle

Verbatims

Coulisses

Décryptages



ALERTE ACTU

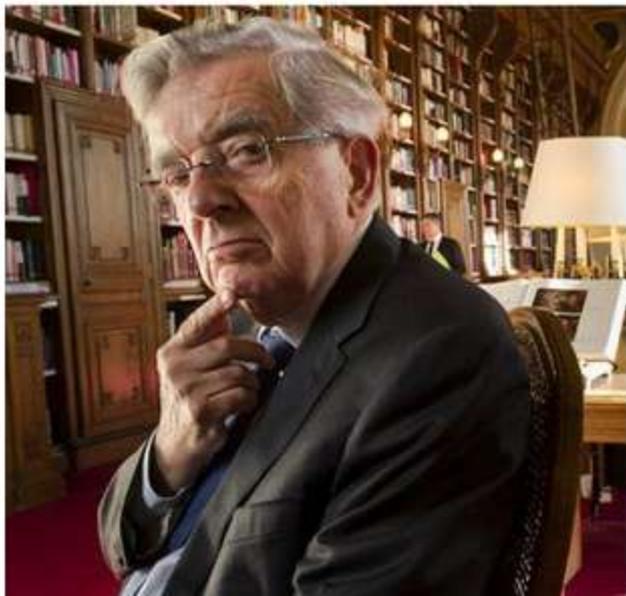
14h19 Hollande annonce qu'il reviendra à Calais "après le démantèlement"



> LE SCAN > LES VERBATIMS

Les discours en corse des nationalistes hérissent les politiques du continent

Par  Tristan Quinault Maupoil | Mis à jour le 18/12/2015 à 16:02 / Publié le 18/12/2015 à 15:28



2) L'Etat et son pouvoir sur le territoire =

- **l'exemple de l'aménagement du territoire**

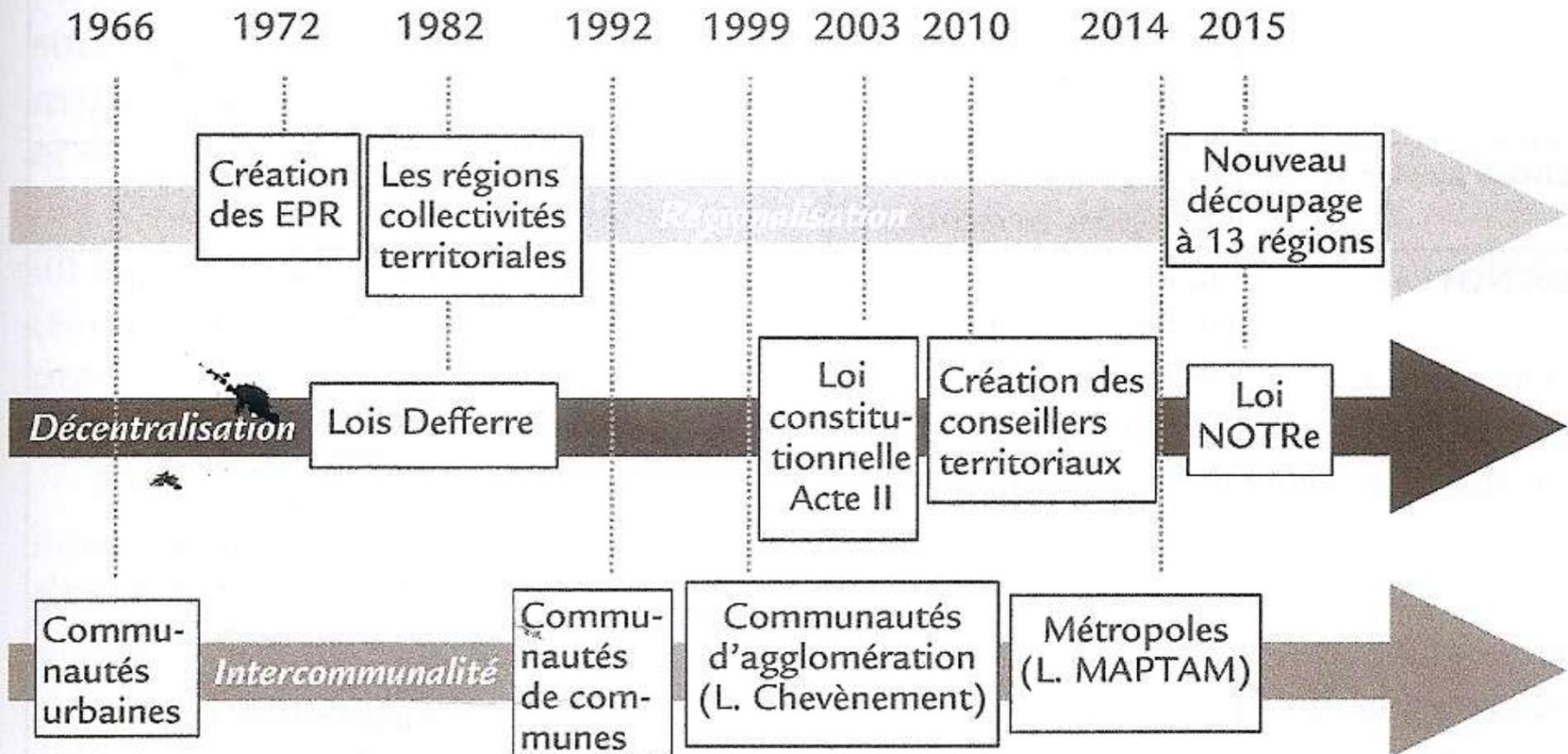
CI = Comment le pouvoir politique a-t-il construit et organisé le territoire français ?

II) Régionalisation, décentralisation et intercommunalité

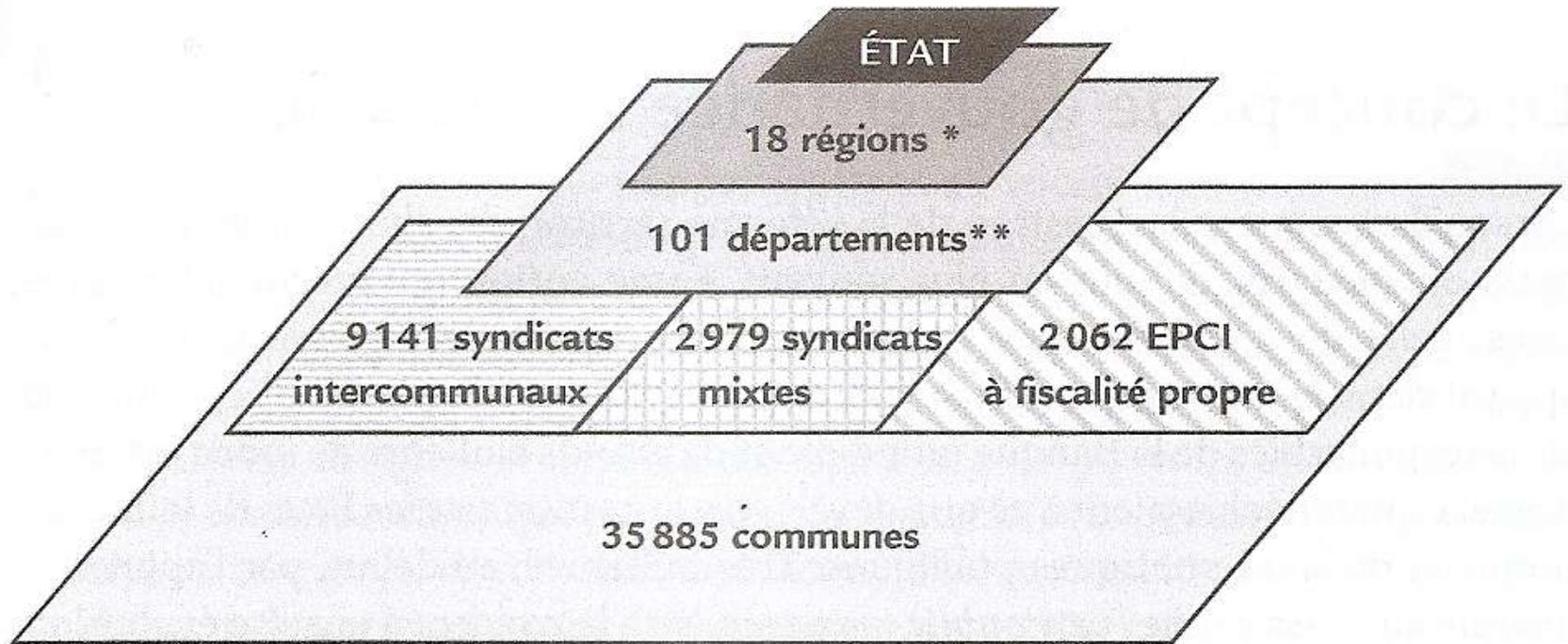
- Quels sont les pouvoirs qui s'exercent aux différentes échelles territoriales ?
- Comment ces pouvoirs se sont-ils complexifiés en transformant la gouvernance des territoires ?

- A) la régionalisation
 - 1) La question régionale ou l'idée régionale avant la création des régions**
 - 2) La création des régions**
 - 3) L'évolution de la carte régionale**

Figure 28 Depuis le milieu des années 1960 :
trois processus de réforme parallèles



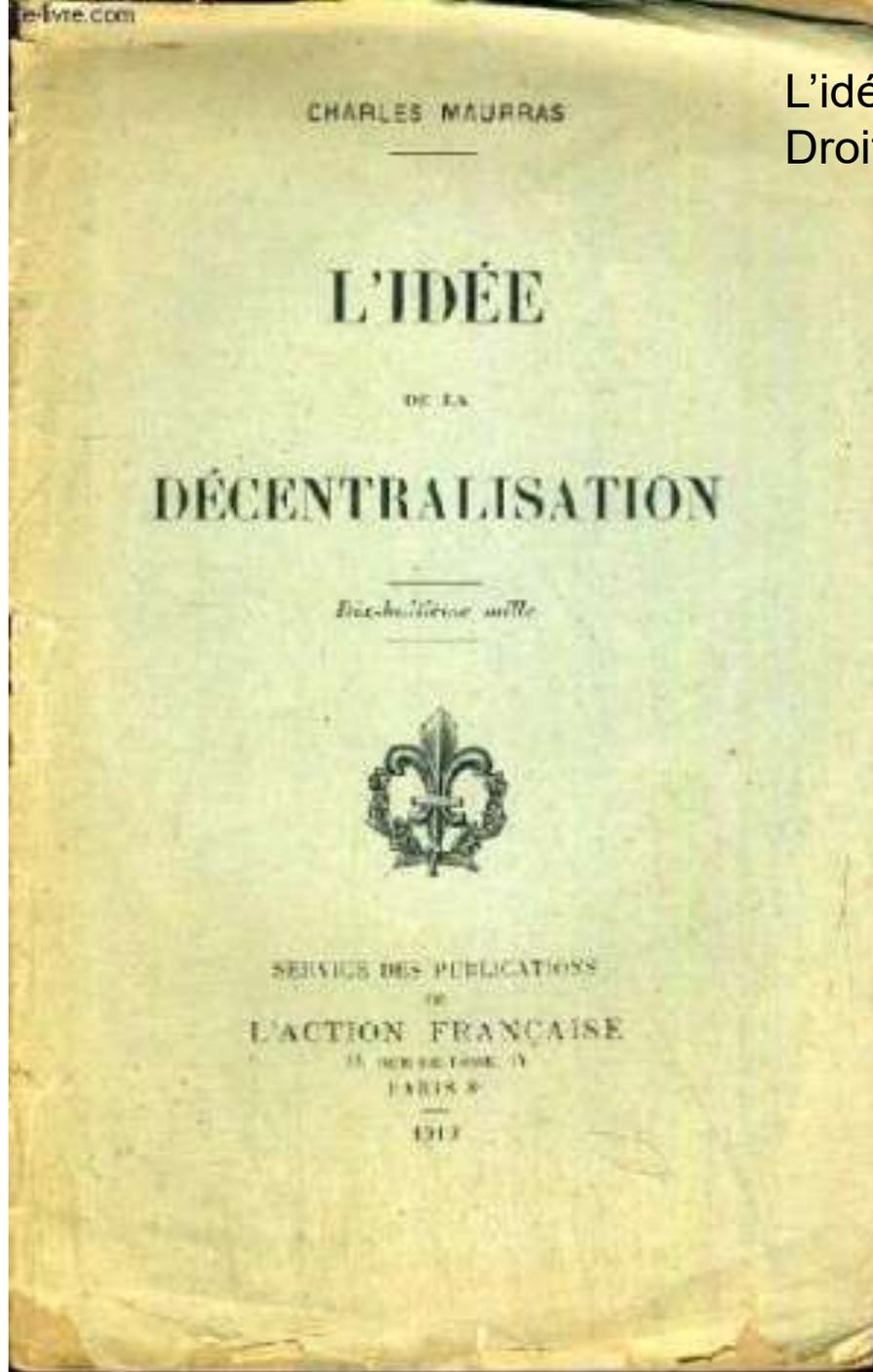
**Figure 29 Le millefeuille territorial français :
cinq niveaux de gouvernance territoriale**



*** dont 13 en métropole, ** dont 96 en métropole**

Source : banatic.interieur.gouv.fr Situation au 1^{er}/01/2016 © Ph. Subra, IFG.

L'idée régionale en France = de l'extrême Droite à la gauche ...



Décoloniser la province

La vie régionale en France

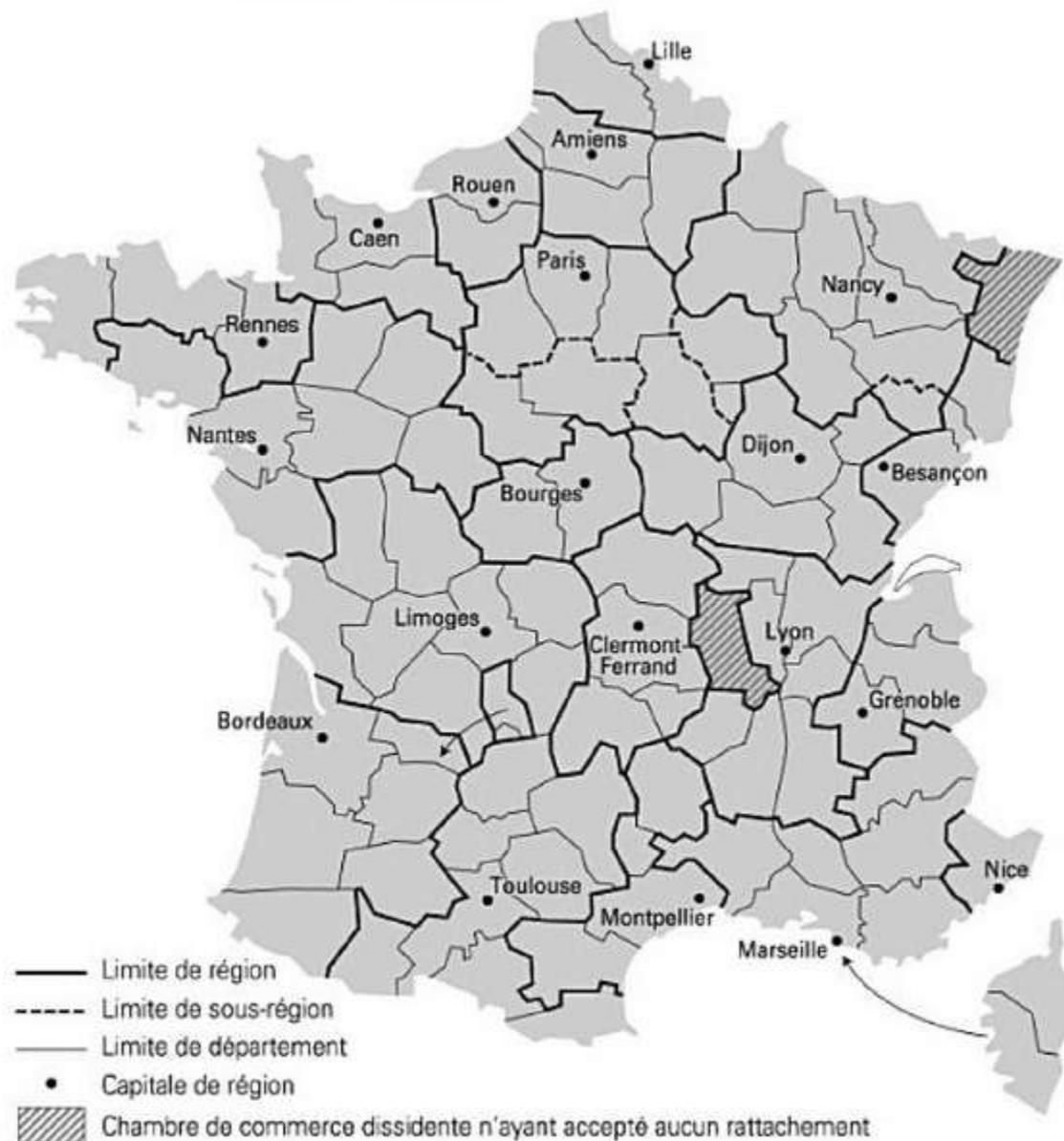
Avec les contributions de :

Georges Gontcharoff
Jean Le Garrec
Michel Rocard

Cahiers de l'ITS | bruno leprince

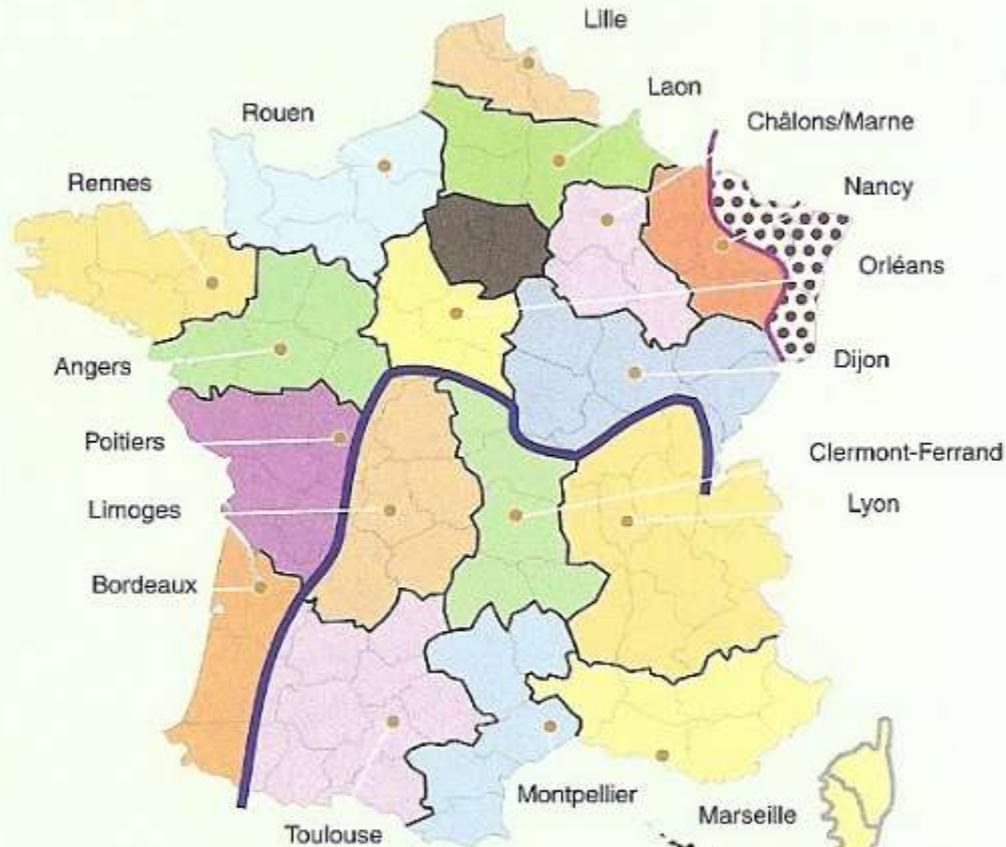


Carte 2 – Les **régions Clémentel** (1917)



Sources : carte établie d'après Maurice Brun, *Départements et Régions*, thèse de droit, Paris, Presses modernes, 1938.

Vichy et le découpage des régions 1941

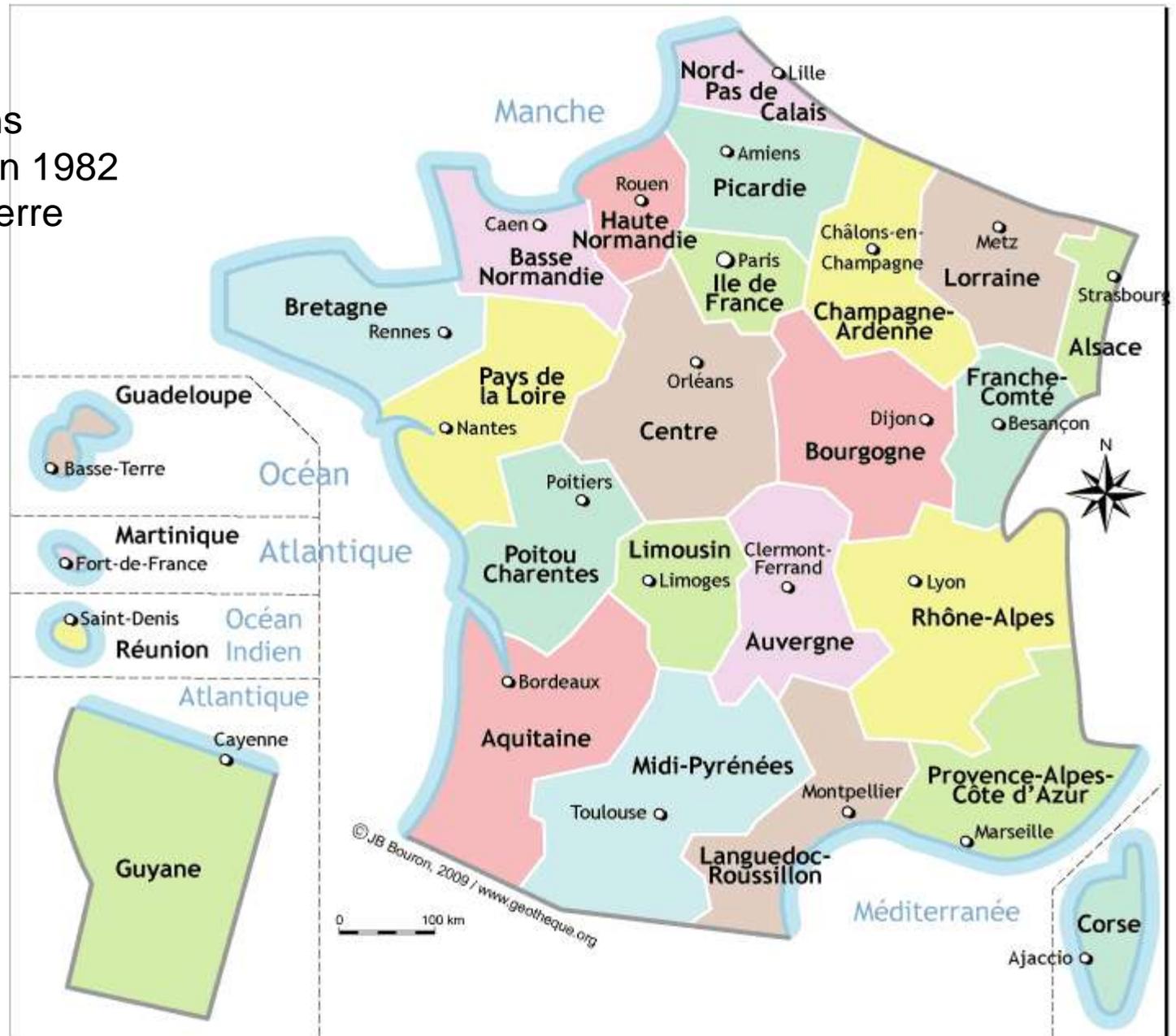


- Sièges des Préfets régionaux
- Ligne de démarcation
- Région annexée (1940)

La région parisienne est exclue de l'organisation régionale

Source : D'après les données fournies par P. Doucil,
L'administration locale à l'épreuve de la guerre (1939-1949)
Thèse, Sirey, 1949

26 régions
Créées en 1982
Lois Defferre



Chocolatine ou Pain au chocolat ?



J'indique ma ville d'origine

Alors, c'est quoi selon vous ?

C'est une chocolatine, bien entendu !

Foutaise ! C'est un pain au chocolat !

Vous êtes 110944 votants

Les résultats du sondage en live !

La cartographie d'@Adrien04

Les résultats en live dans votre département



La cartographie après 18636 votes sur le blog de @AdrienVH

Monde géonumérique

Analyser la géonumérisation du monde telle qu'elle va: cartographie, SIG, globes virtuels, cyberspace...

Ceci n'est pas un blog Géomatique et Cie Matériaux No maps English Qui ?

Le nombre de bises, clé du nouveau découpage territorial français ?

T. Joliveau / 25 juin 2014



Après la fameuse [carte de la Chocolatine et du Pain au chocolat](#), je ne suis pas sûr de conforter le caractère profond et sérieux de la cartographie contributive en me faisant l'écho du projet de la [Carte de la bise](#) en France.

Cette question occupe pourtant une place importante dans nos conversations quotidiennes : « Et chez vous, c'est combien ? – A Montpellier c'est trois ! ». On distingue

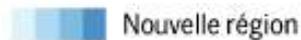
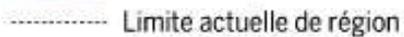
immédiatement l'utilité d'un projet susceptible de nous tirer d'affaire dans des

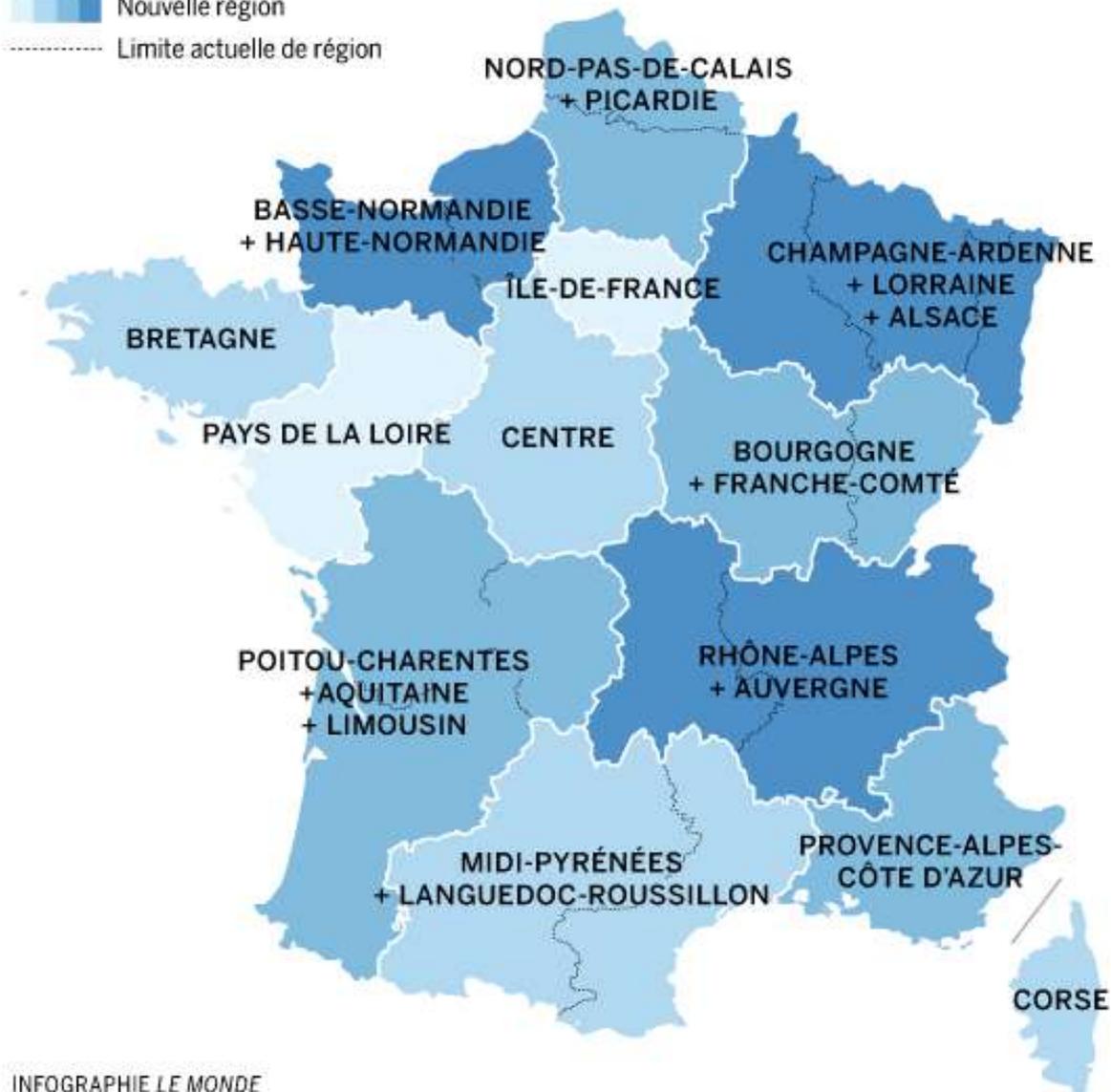
Cartographier les nouveaux territoires

On peut définir la géonumérisation comme le processus de transcription au moyen d'outils informatiques des objets, êtres, phénomènes, activités, images, textes ... localisés sur la surface terrestre. Ce processus est souvent perçu uniquement dans sa dimension technique. Si celle-ci ne doit pas être négligée, mon objectif ici est de mieux comprendre ses enjeux géographiques, culturels, sociaux et politiques. J'essaie d'être à l'affût de ses différentes manifestations, y compris dans des endroits parfois inattendus.

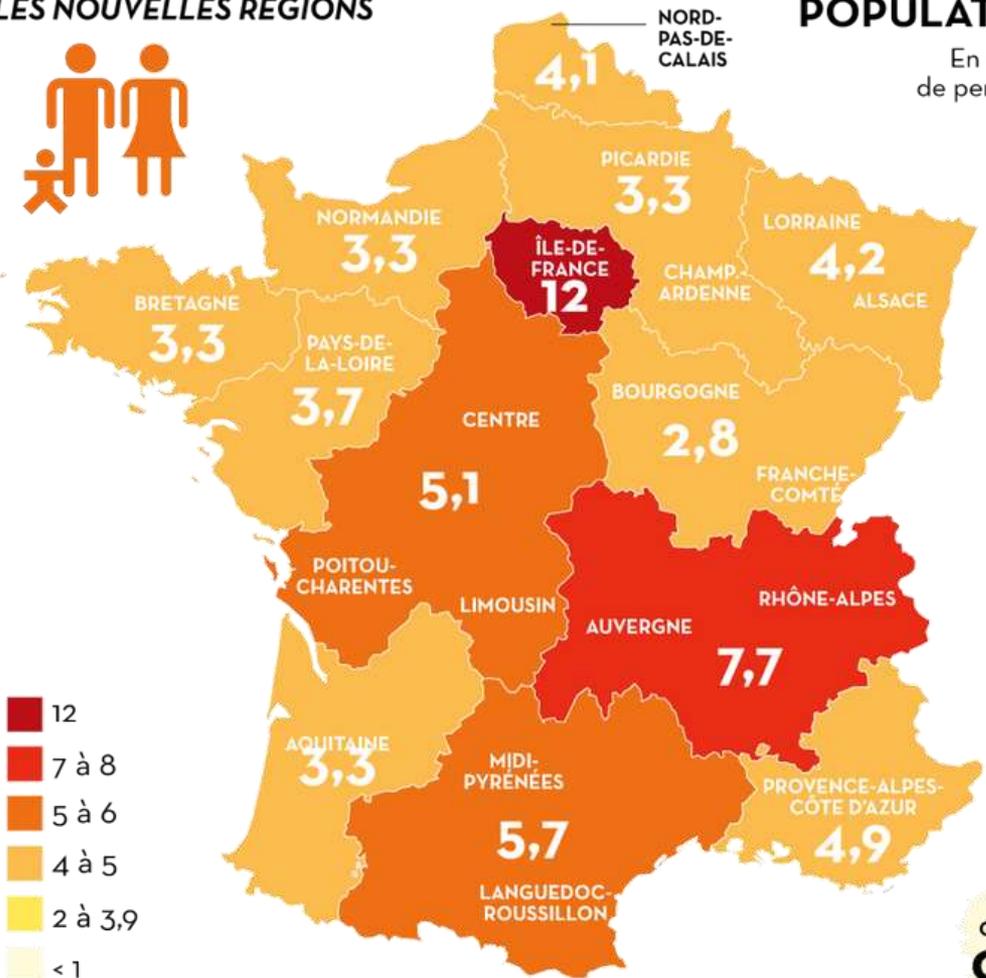
Voir aussi [cette page](#).

PROPOSITION DU NOUVEAU DÉCOUPAGE RÉGIONAL

 Nouvelle région
 Limite actuelle de région



LES NOUVELLES RÉGIONS



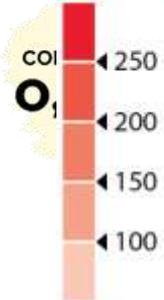
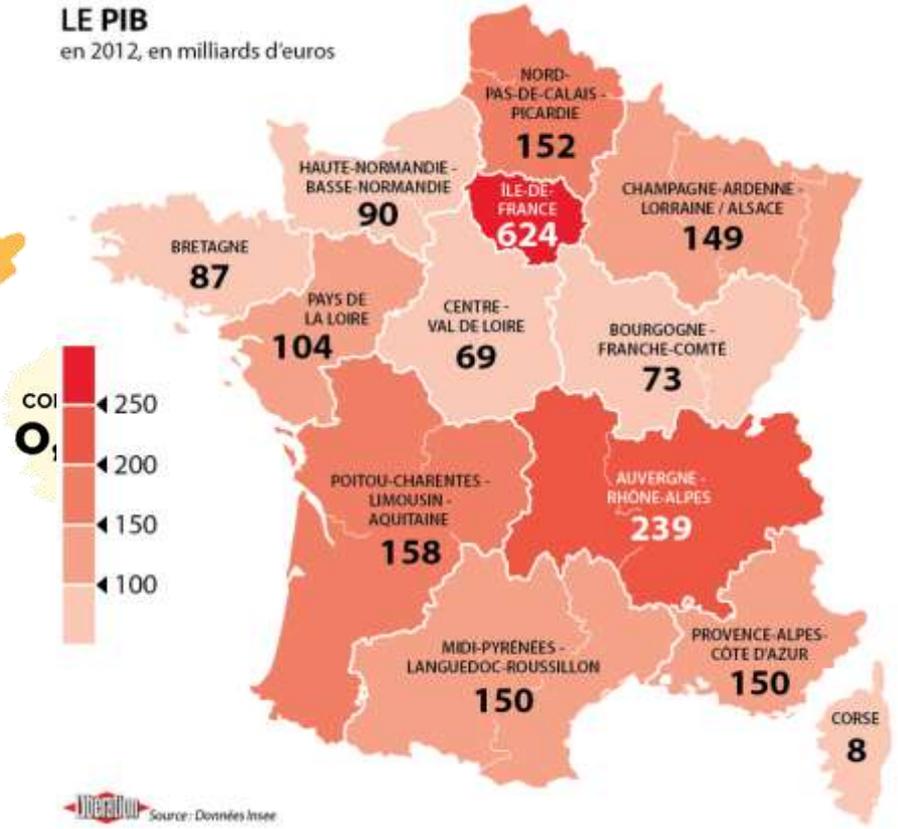
Libération | idé | Source : Insee 2013

POPULATION

En millions de personnes

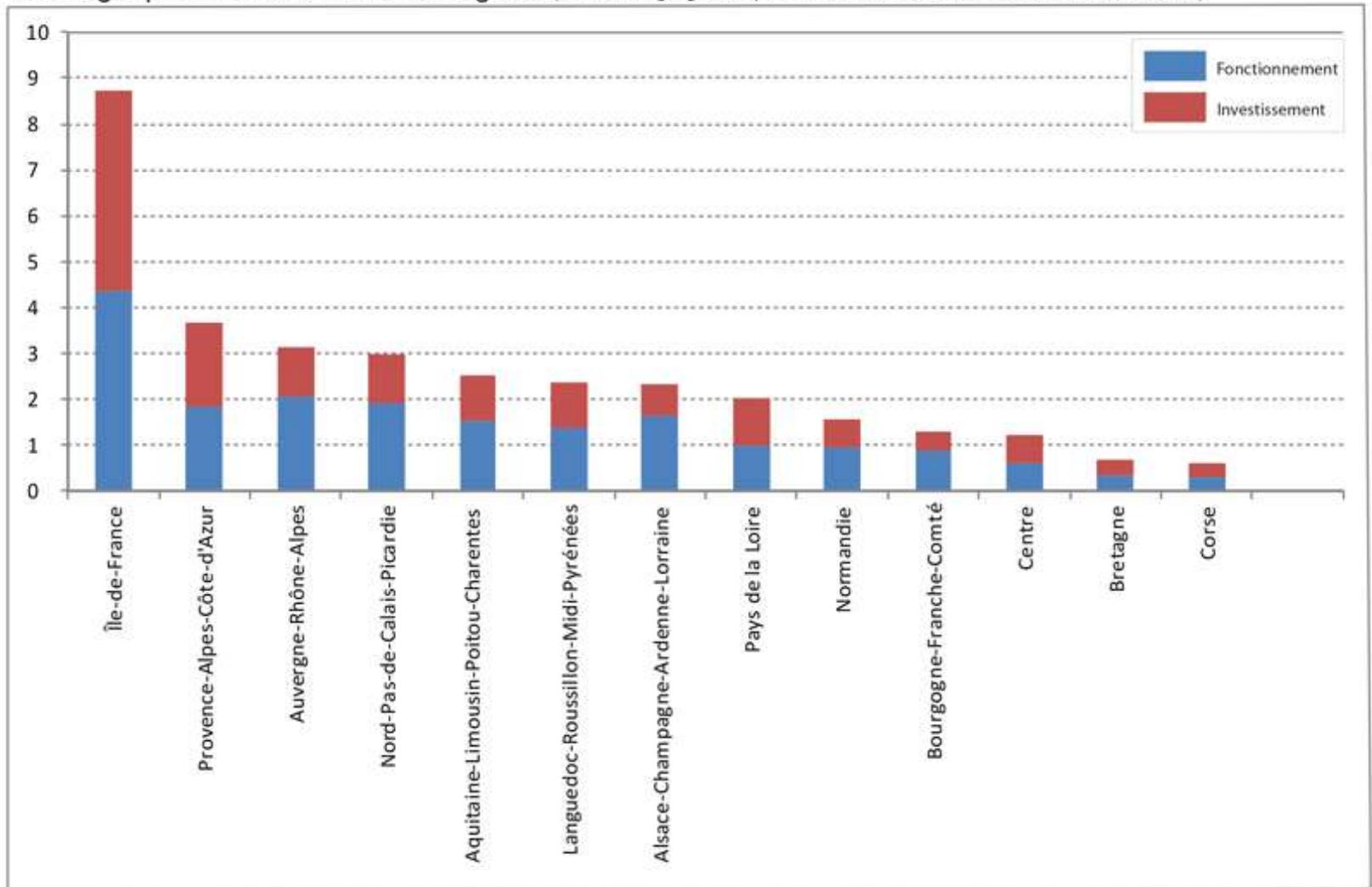
LE PIB

en 2012, en milliards d'euros

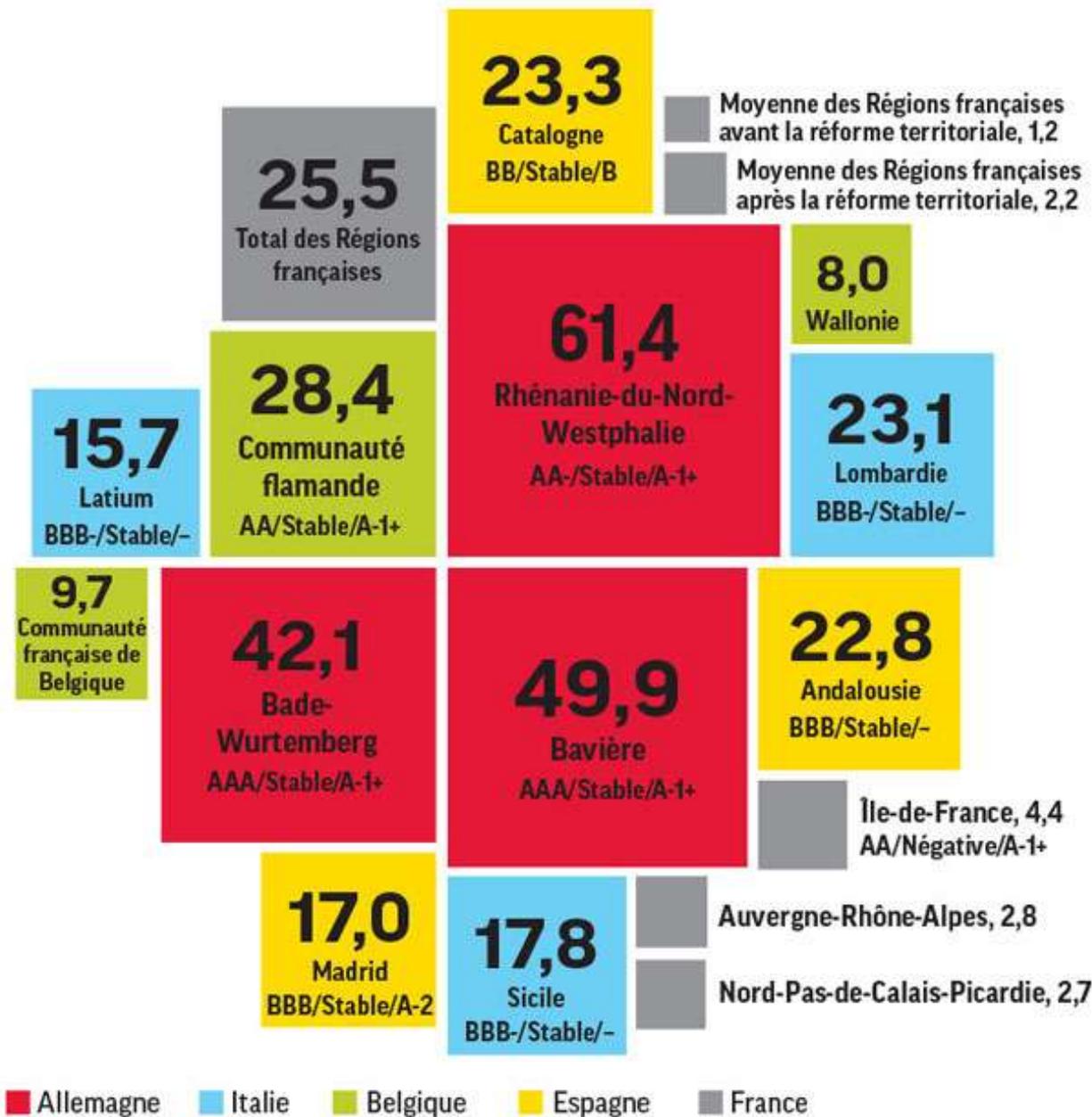


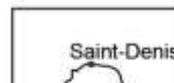
Libération | Source : Données Insee

Le budget potentiel des nouvelles régions (données agrégées à partir des données de 2013, en milliards d'euros)



Source : Direction générale des collectivités locales, 2013 ; Crédit : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr>, ENS-Lyon / DGESCO ;
Auteurs : Arnaud Brennetot ; Adaptation : H. Parmentier, UMR 5600 EVS, ENS de Lyon

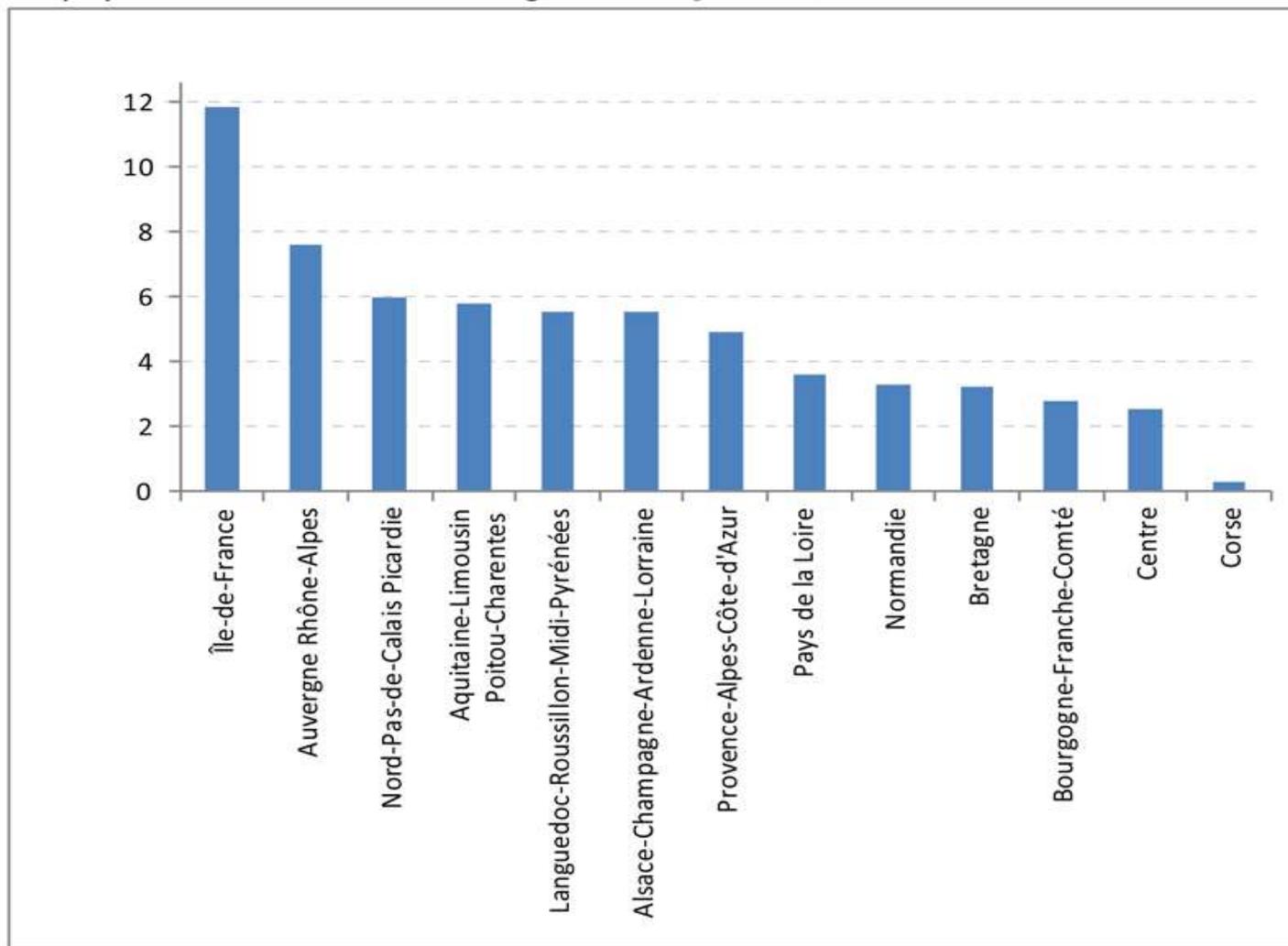




200 km

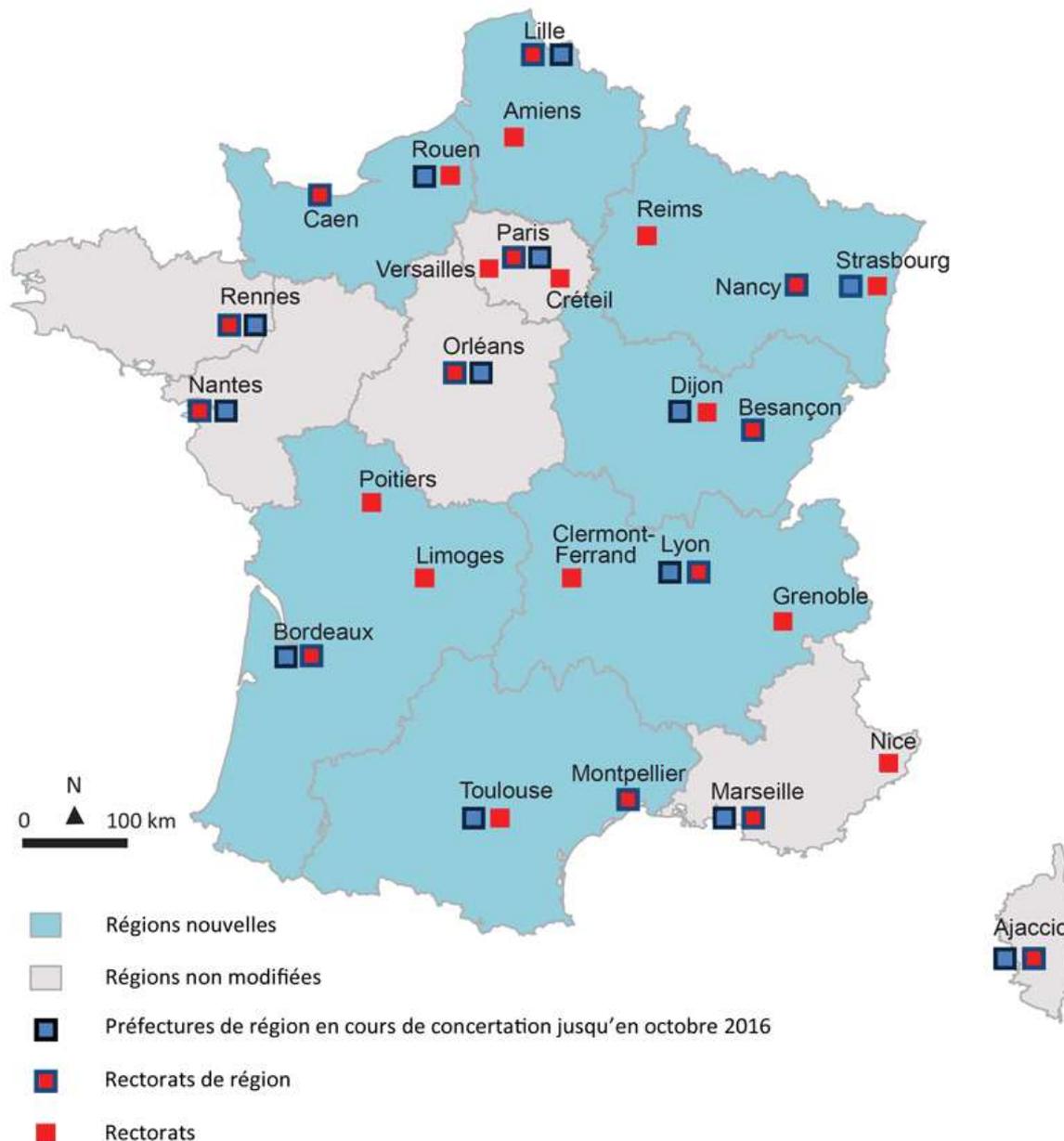
* L'échelle est la même pour tous les territoires représentés.
Projection en métrique - Lambert93

La population des nouvelles régions françaises (en millions d'habitants)



Source : INSEE, données 2011 ; Crédit : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr>, ENS-Lyon / DGESCO ;
Réalisation : A. Brennetot, 2014. ; Adaptation: H. Parmentier, UMR 5600 EVS, ENS de Lyon

Réforme territoriale de l'État : l'exemple des rectorats



Arguments en faveur d'une gouvernance centralisée en une seule ville

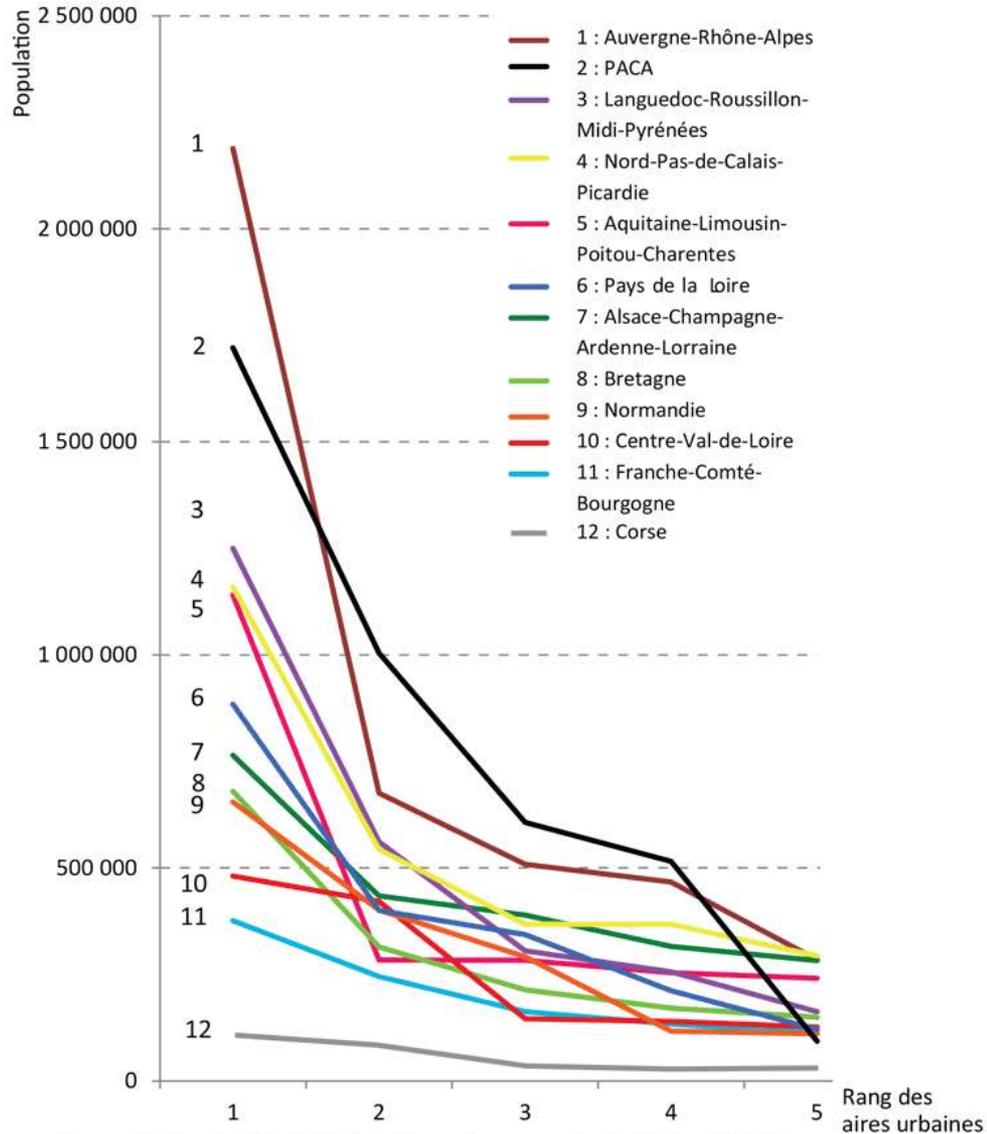
- Simplicité de fonctionnement
- Réduction des coûts de déplacement
- Meilleure connexion des services de la Région et de ceux de l'État

Arguments en faveur d'une gouvernance pluri-sites

- Gouvernance équitablement répartie
- Meilleur équilibre du territoire sans villes ni régions perdantes
- Obligation pour les villes de s'organiser en réseau

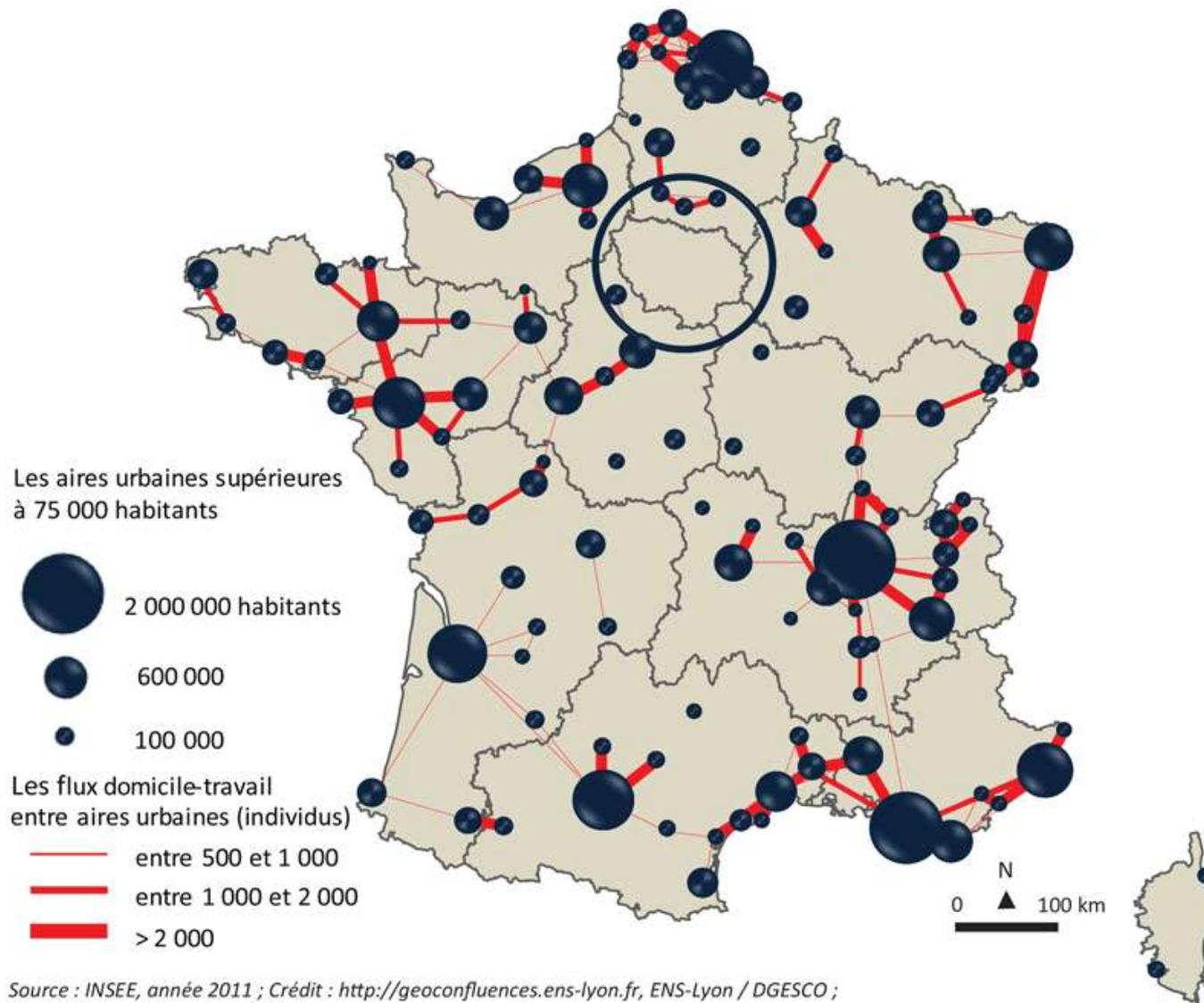
La hiérarchie urbaine au sein des nouvelles régions françaises

Nombre d'habitants des cinq premières aires urbaines de chaque région (hors Île-de-France)



Source : INSEE année 2011 ; Crédit : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr>, ENS-Lyon / DGESCO
Réalisation : A. Brennetot, 2014. ; Adaptation : H. Parmentier, UMR 5600 EVS, ENS de Lyon.

Les systèmes urbains des nouvelles régions françaises



Source : INSEE, année 2011 ; Crédit : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr>, ENS-Lyon / DGESCO ;
Réalisation : A.Brennetot, 2014.

LES MARQUES CÉLÈBRES



TOPITO

B) La décentralisation et la résistance des départements

1) Les étapes de la décentralisation

- Les étapes de la décentralisation =
- **plusieurs lois de décentralisations dites loi Deferre sous le 1^{er} septennat de F. Mitterrand en 1982 et 83**
- **2003-2004** = la seconde décentralisation
- **2010** = projet voté mais suspendu en 2012
- Nouvelle accélération de la décentration en 2014-2015

Les principales associations d'élus

Ci-dessous une liste non exhaustive des principales associations d'élus.

[Assemblée des communautés de France \(AdCF\)](#)

[Assemblée des départements de France \(ADF\)](#)

[Association des maires de France \(AMF\)](#)

[France urbaine \(Association de l'AMGVF et l'ACUF\)](#)

[Association des maires ruraux de France \(AMRF\)](#)

[Association nationale des élus du littoral \(ANEL\)](#)

[Association nationale des élus de la montagne \(ANEM\)](#)

[Association des petites villes de France \(APVF\)](#)

[Association des régions de France \(ARF\)](#)

[Villes de France](#)

[Fédération nationale des Communes forestières \(FNCOFOR\)](#)

[Association Nationale des Maires des Stations Classées et des Communes Touristiques](#)

MISSIONS

L'Association des Régions de France, aujourd'hui **Régions de France**, a été créée en décembre 1998 pour répondre au besoin de concertation étroite ressenti par les Président.e.s de Conseil Régional, les élu.e.s et leurs services. Ils ont souhaité mettre en commun les expériences vécues dans les Régions.

Régions de France regroupe 18 membres (12 régions métropolitaines, la collectivité territoriale de Corse, et cinq collectivités d'Outre-Mer) et remplit quatre fonctions principales:

- Régions de France est **l'institution qui représente les Régions** et des collectivités assimilées auprès des pouvoirs publics français et des institutions européennes ;
- Régions de France **promeut le fait régional** auprès des citoyens et des acteurs de la vie économique et sociale ;
- Régions de France **organise la concertation** et les échanges de bonnes pratiques entre les Régions ;
- Régions de France est **le centre de ressources** pour les élus régionaux et leurs services.

Missions et objectifs :

Régions de France, une institution de représentation. Elle représente les Régions auprès des pouvoirs publics français et des institutions européennes : **Commission, Parlement, Comité des Régions, Assemblée des Régions d'Europe**, etc. Elle fait connaître au gouvernement français les avis des Président.e.s de Conseil régional sur les politiques publiques et sur les textes concernant les compétences des Régions. Elle informe les parlementaires des positions politiques des Régions afin qu'elles soient prises en compte dans les travaux législatifs.

Régions de France, un partenaire de l'ensemble des collectivités territoriales. Estimant que la complémentarité avec les autres échelons des collectivités territoriales est importante pour fonder les bases d'un pouvoir local fort et conforter la décentralisation, Régions de France travaille avec les autres associations d'élus et notamment **l'AMF, l'ADF, France Urbaine, l'ADCF**.

Régions de France, un partenaire de la société civile. Dans le cadre d'une démarche résolument partenariale, Régions de France promeut le fait régional, dans toutes ses dimensions, auprès des grands acteurs de la vie économique et sociale comme les grandes entreprises, les chambres consulaires, les organisations et fédérations

AG

O

O

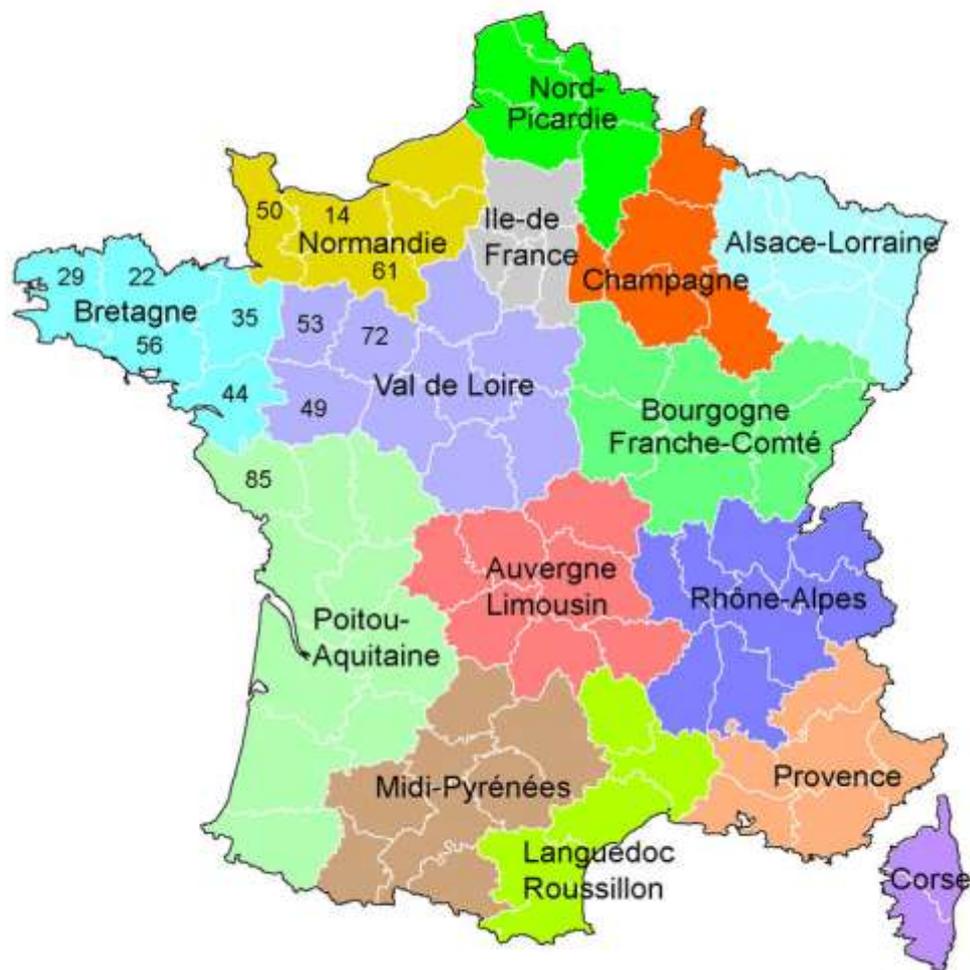
O

O

O

Tw

Le Comité Balladur préconise en 2009 de réduire de 22 à 15 les régions françaises



Les domaines d'intervention du Département de la Haute-Savoie

BUDGET 2016

1,2 MILLIARD D'€

Acquisition des dépenses réelles :
311,4 millions d'euros*

Sur ce budget, 58,3 M€ seront versés
aux collectivités pour accompagner
leurs projets d'aménagement et de rénovation.

Infrastructures
routières

99,1
M€

Préservation
et animation
du territoire
(environnement,
agriculture, eau,
sports, tourisme,
économie, culture,
patrimoine,
aménagement)

78,4
M€

Fonds de péréquation
(3 dispositifs dont 2 sur les DMFD^{**}
et 1 sur la CVAE^{**})

39,6
M€

312,8
M€

Actions
médi-co-sociales

Transports
scolaires et
interurbains

56,1
M€

Éducation
collèges,
formation

52,1
M€

Service
départemental
d'incendie
et de secours

48,4
M€

Logement aidé

7,6
M€

Moyens de l'institution, dette

217,3
M€

* Droits de mutation à titre onéreux

** Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES SOCIALES DES DÉPARTEMENTS

	Lorraine 2001	Lorraine 2009	Lorraine 2012	Lorraine 2013	Lorraine 2014
Revenu de solidarité active	530 millions	5400 millions	7920 millions	8670 millions	9330 millions
Soutien aux handicapés	2680 millions	6200 millions	6390 millions	6590 millions	6860 millions
Soutien aux personnes âgées	3980 millions	6100 millions	6540 millions	6580 millions	6700 millions
Aide à l'enfance	2680 millions	6420 millions	6890 millions	6940 millions	7040 millions

À cela s'ajoutent d'autres dépenses diverses dites d'intervention et le coût des personnels

Tableau 8.1 La répartition des compétences entre les collectivités territoriales*

	Communes et intercommunalités	Départements	Régions
Aménagement du territoire	Plan local d'urbanisme (PLU) et schéma de cohérence territorial (SCOT) Permis de construire Équipements		Plan régional
Développement économique	Zones d'activité		Primes à la création d'entreprises et à la création d'emplois
Éducation, formation	Écoles primaires	Collèges	Lycées Formation professionnelle
Transports	Voirie et réseaux locaux de transports en commun	Routes départementales et 2/3 des routes nationales	TER Ports et aéroports (sauf les principaux) Ramassage scolaire Cars départementaux
Politique de la Ville et logement social	Opérations ANRU Gestion du parc social (offices municipaux et communautaires)	Gestion du parc social (offices départementaux)	
Aide sociale	CCAS	RSA, handicapés, enfance, personnes âgées	

* Situation actuelle après le vote de la loi NOTRe en 2015 ; trame grise : compétences pour lesquelles la collectivité est, de fait, « chef de file ».